



Ma priorité :
La sécurité, première des inégalités, premier devoir de l'Etat

Depuis quelques semaines, au fil des sondages qui se multiplient à la veille des échéances électorales, la sécurité apparaît comme la principale préoccupation des Français. Certains s'en étonnent, au tout premier rang desquels figurent les socialistes dont le tout nouveau programme électoral, coordonné par Martine Aubry, est incroyablement peu disert sur ce thème.

Et pourtant, c'est un sujet central car la sécurité est la condition sans laquelle la vie en société est impossible. Il l'est d'autant plus que l'insécurité rend de plus en plus difficile la vie quotidienne des Français, et au premier chef les plus fragiles d'entre eux : l'insécurité est la première des inégalités.

En effet, loin de n'être qu'un sentiment, comme le laisse entendre la gauche, l'insécurité constitue une réalité quotidienne pour chacun d'entre nous que ce soit dans la rue, à l'école, dans les transports en commun ou même à la maison.

La délinquance augmente quantitativement, en termes de nombres de délits et crimes, et se développe sous de nouvelles formes (incivilités de plus en plus violentes, piratage informatique, délits financiers...).

Contourner les règles devient aujourd'hui banal pour une population de plus en plus large : les délinquants se recrutent parmi les plus jeunes, pour lesquels la violence constitue désormais un mode d'expression, et même au sein des catégories sociales dites privilégiées.

Les institutions telles que la police et la justice, dont la mission est de protéger notre sécurité, sont elles-mêmes menacées : les policiers sont déconsidérés et il est fréquent qu'ils soient eux-mêmes agressés ; les magistrats n'ont pas les moyens de faire respecter la loi.

Plus encore, le pacte républicain est en péril dans ces zones dites de non droit où nos institutions ont cessé de fonctionner.

Or, la sécurité, droit fondamental de l'homme, doit être le premier devoir de l'Etat.

La sécurité est le préalable sans lequel les relations de confiance entre les individus ne peuvent se créer. L'insécurité produit une société craintive donc agressive, favorise inmanquablement des réflexes d'auto-protection et met en péril l'idée même de démocratie.

Plus encore, l'insécurité compromet l'exercice de toutes les libertés individuelles élémentaires telles que se déplacer, posséder un bien ou fréquenter les lieux publics.

Alors oui, finalement, les Français ont raison de rappeler aux hommes politiques que le premier devoir de l'Etat est d'assurer leur sécurité et de s'étonner que la France y consacre actuellement une part de sa richesse nationale moitié moins importante que ses voisins anglais ou allemands.

Nadia Granier-Deferre
Haut-fonctionnaire (75)
Mars 2002